

Tribunal de Grande Instance de Thonon-les-Bains

**Journée Judiciaire du Léman
du 5 février 2009**

Les justices suisses du lac Léman : Genève

David ROBERT

Président du Tribunal de première instance

Fabienne GEISINGER - MARIÉTHOZ

Juge au Tribunal de première instance

François PAYCHÈRE

Juge à la Cour de justice, ancien président du Tribunal administratif

Louis PEILA

Président de la Cour de justice et du Conseil supérieur de la magistrature



Journée Judiciaire du Léman du 5 février 2009

Les justices suisses du lac Léman : Genève

1. Introduction et présentation (D. Robert)
2. Le cadre juridique suisse (F. Geisinger-Mariéthoz)
2. L'organisation judiciaire genevoise (F. Paychère)
3. La magistrature à Genève (L. Peila)
4. Discussion

1. Le cadre juridique suisse

1.1. Introduction

1.2. Le fédéralisme et la création du Tribunal fédéral

- **1291** : conclusion du Pacte du Grütli, acte fondateur de la Confédération suisse
- **1848** : adoption de la nouvelle Constitution fédérale prévoyant la création d'un État fédéral et du Tribunal fédéral

1.3. L'unification du droit de fond

- **1912** : entrée en vigueur du Code civil suisse et du Code des obligations
- **1942** : entrée en vigueur du Code pénal suisse

1.4. L'unification du droit de procédure

- **2011** : entrée en vigueur du Code de procédure pénale suisse et du Code de procédure civile suisse

1.5. Conclusion

2. L'organisation judiciaire genevoise

2.1. Introduction

2.2. De la vertu des nécessités

- **La réforme de la juridiction suprême** : quel modèle de juridiction suprême ?
- **Les contraintes du fédéralisme** : que faire d'un pays où seul le droit matériel est unifié ?
- **L'absence de réponses adéquates** : le canton, entité dépassée

2.3. Aux nécessaires réformes

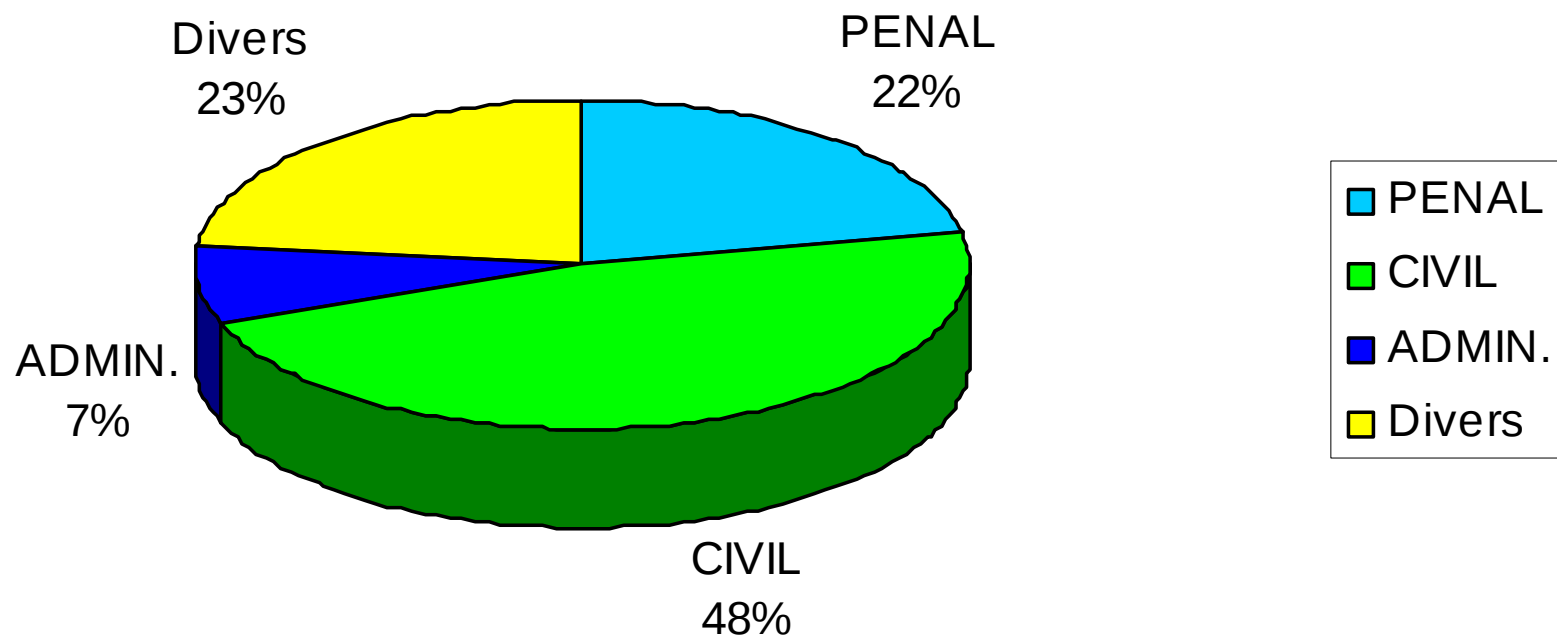
- **L'extension de la juridiction administrative** : ou comment réformer sans base constitutionnelle
- **La révolution pénale** : ou la recherche de l'efficacité
- **L'évolution civile** : ou à chacun son marché unique

2.4. Conclusion

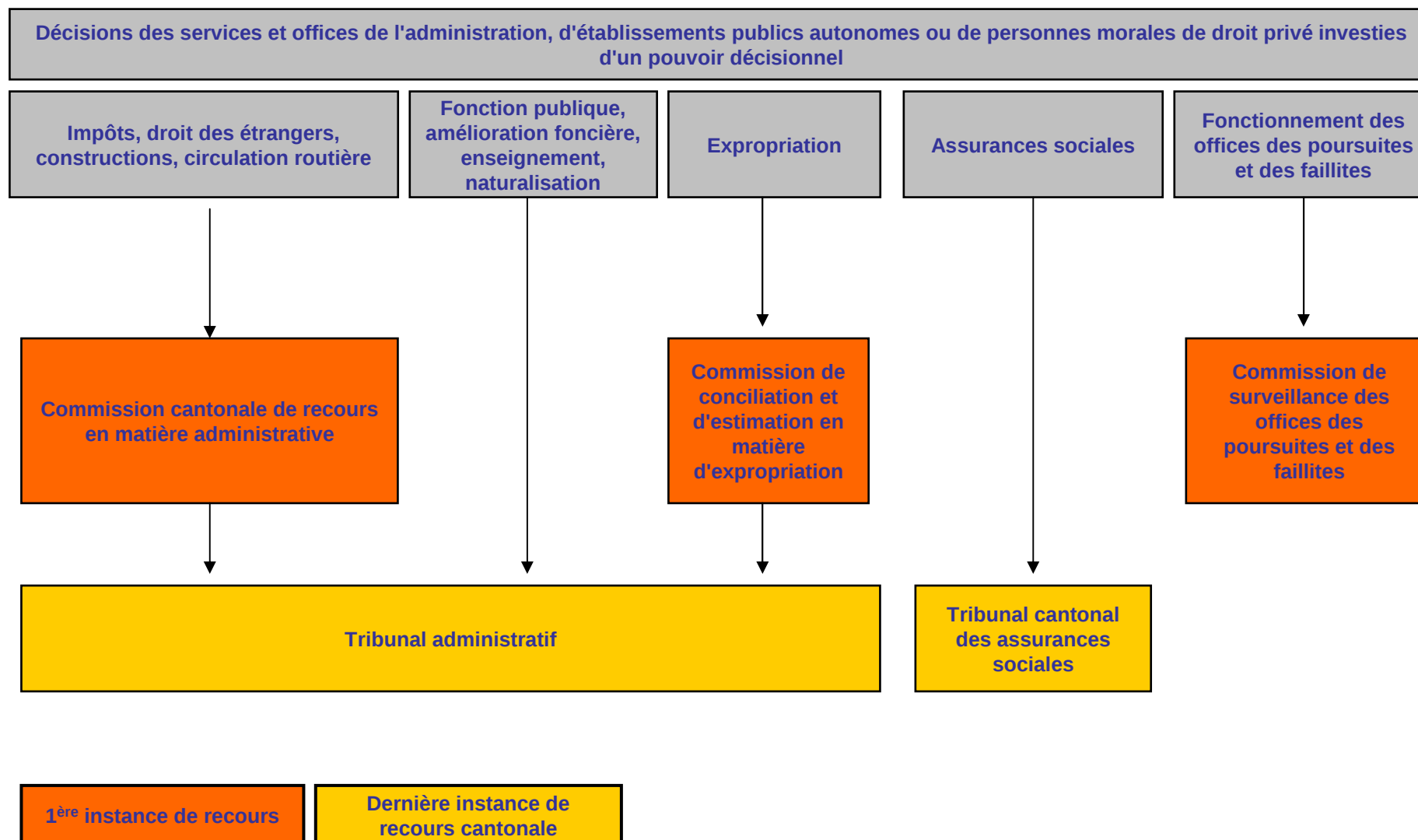
Le pouvoir judiciaire genevois en quelques chiffres

- **Population genevoise** : 447'584 habitants (31.12.2007) et 64'598 permis frontaliers (nov. 2008)
- **1230 Personnes assermentées**
 - 98 magistrats professionnels
 - 157 magistrats non professionnels (juges assesseurs et juges suppléants)
 - 356 juges prud'hommes
 - 246 commissaires (commissions de conciliation ou de recours)
 - 374 employés d'État ou fonctionnaires (greffiers, collaborateurs scientifiques, analystes financiers, interprètes et traducteurs, ...)
- **Coût de fonctionnement** :
 - CHF 89.5 millions (budget 2008)
 - 1.13% du budget de fonctionnement de l'administration cantonale (CHF 7.8 milliards)
 - Coût mensuel par habitant en 2007 : CHF 11.85
- **1256 avocats et 295 avocats stagiaires inscrits au Registre cantonal**
- **Statistiques 2007**
 - Procédures pendantes au 01.01.2007 : 53'400
 - Entrées de nouvelles procédures en 2007 : 75'658
 - Total : 129'058
 - Sorties en 2007 : 70'741
 - Procédures pendantes au 31.12.2007 : 58'317
 - Taux de sortie (E/S) : 0.94

Année 2007

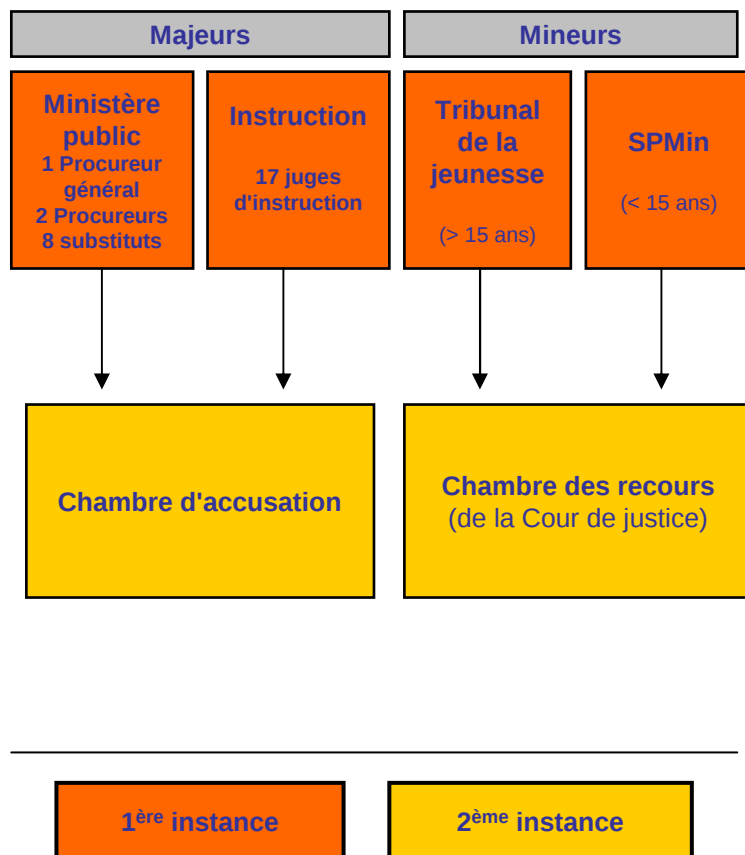


Les juridictions administratives en 2009

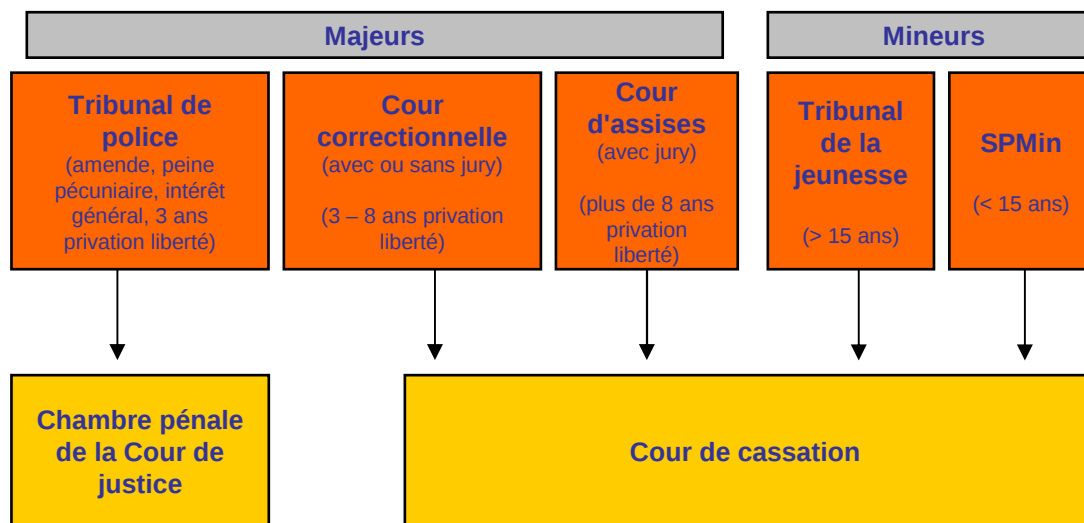


Les juridictions pénales en 2009

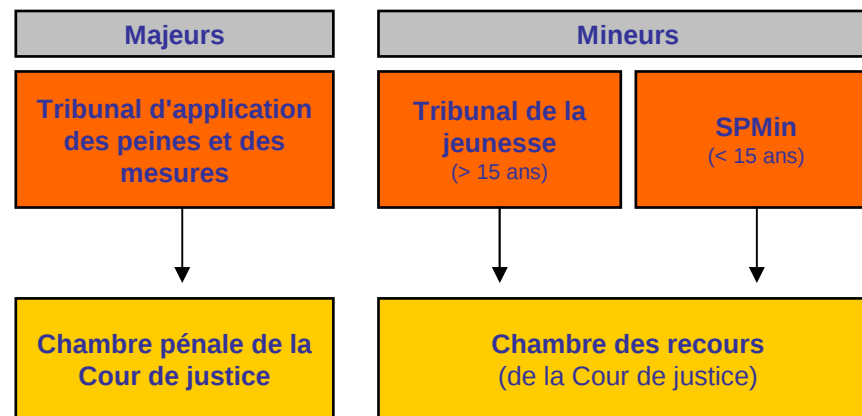
Autorités de poursuite pénale



Autorités de jugement



Autorités d'application des peines et mesures



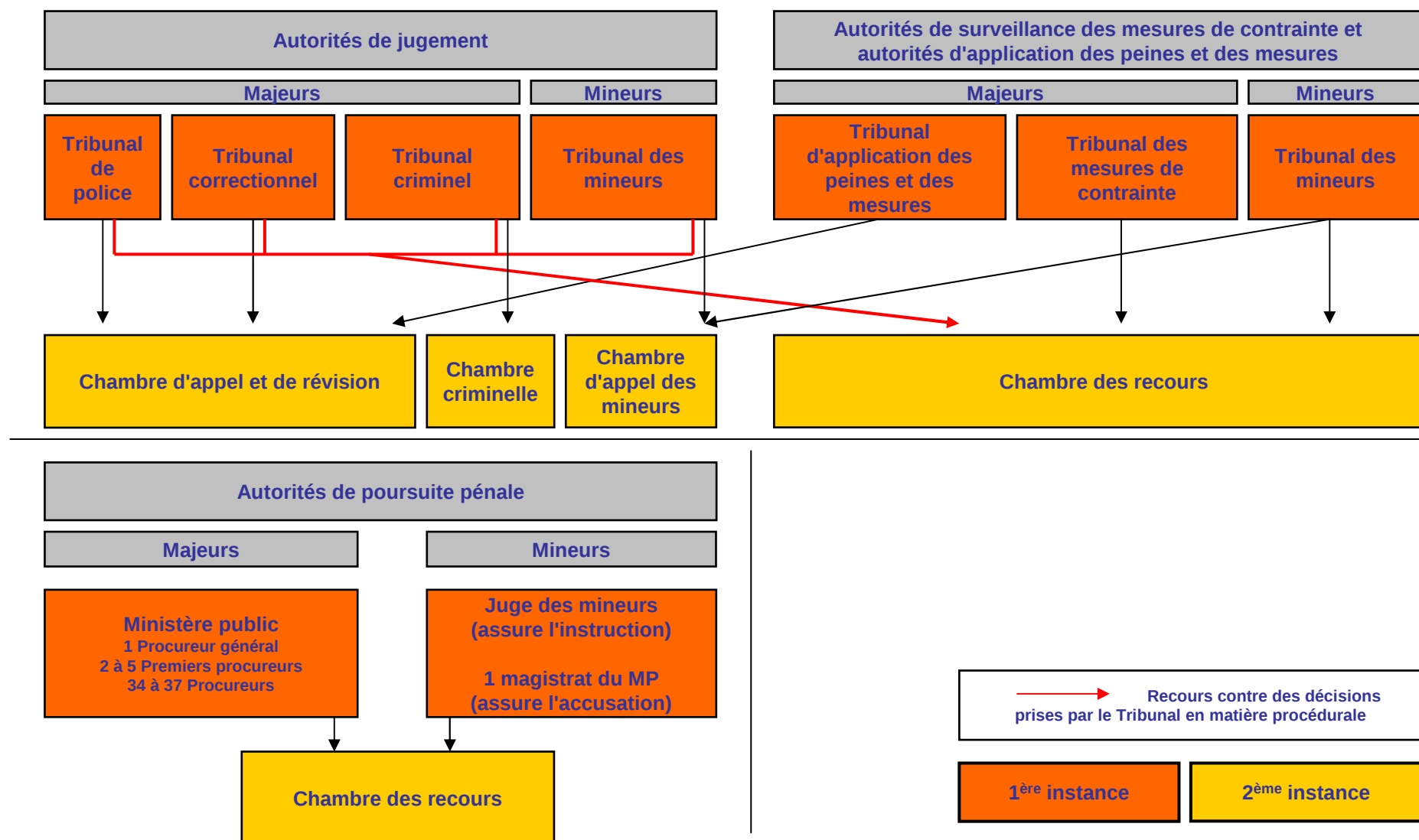
REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

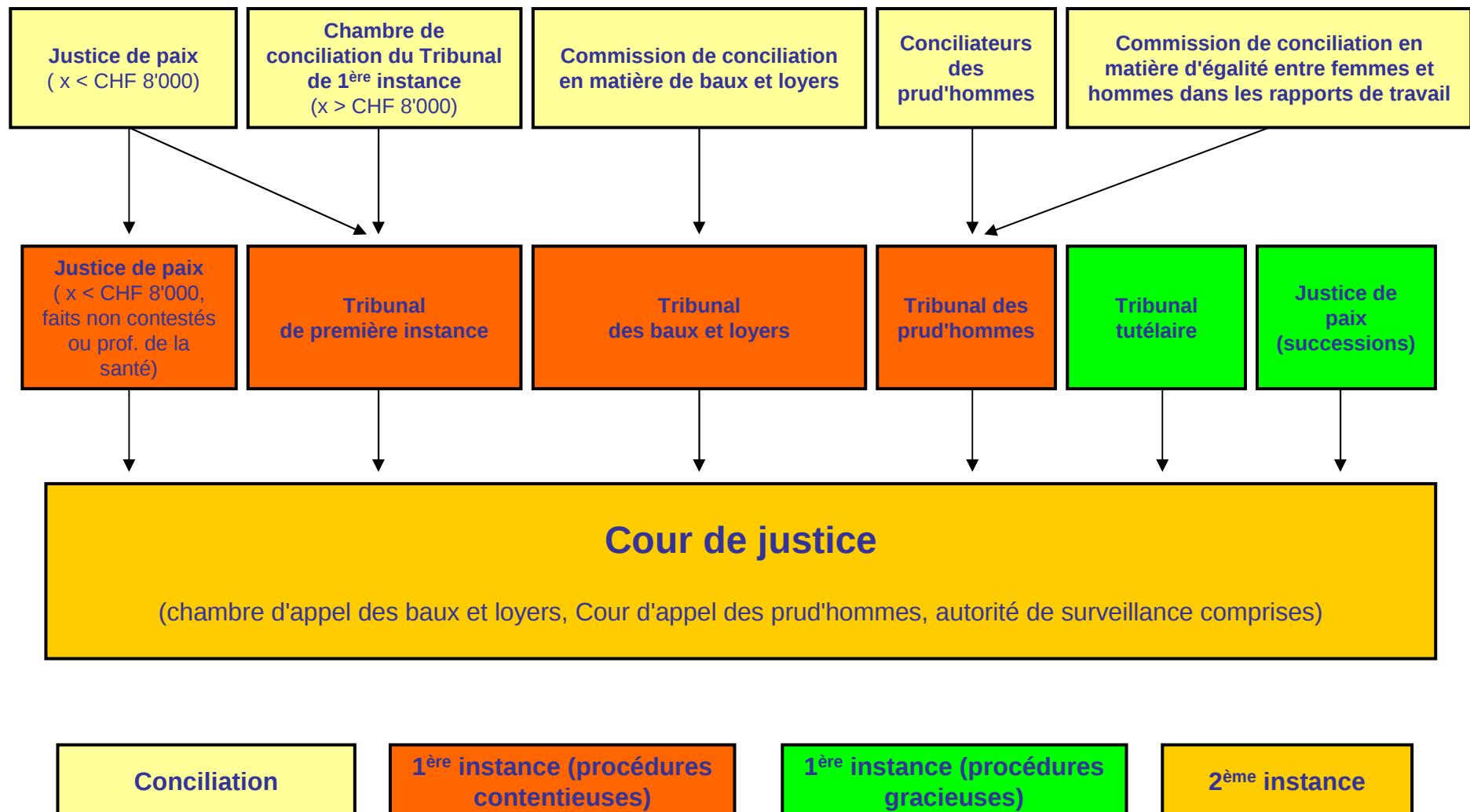
POUVOIR JUDICIAIRE
Journée judiciaire du Léman - 5 février 2009

05.02.2009 - Page 8

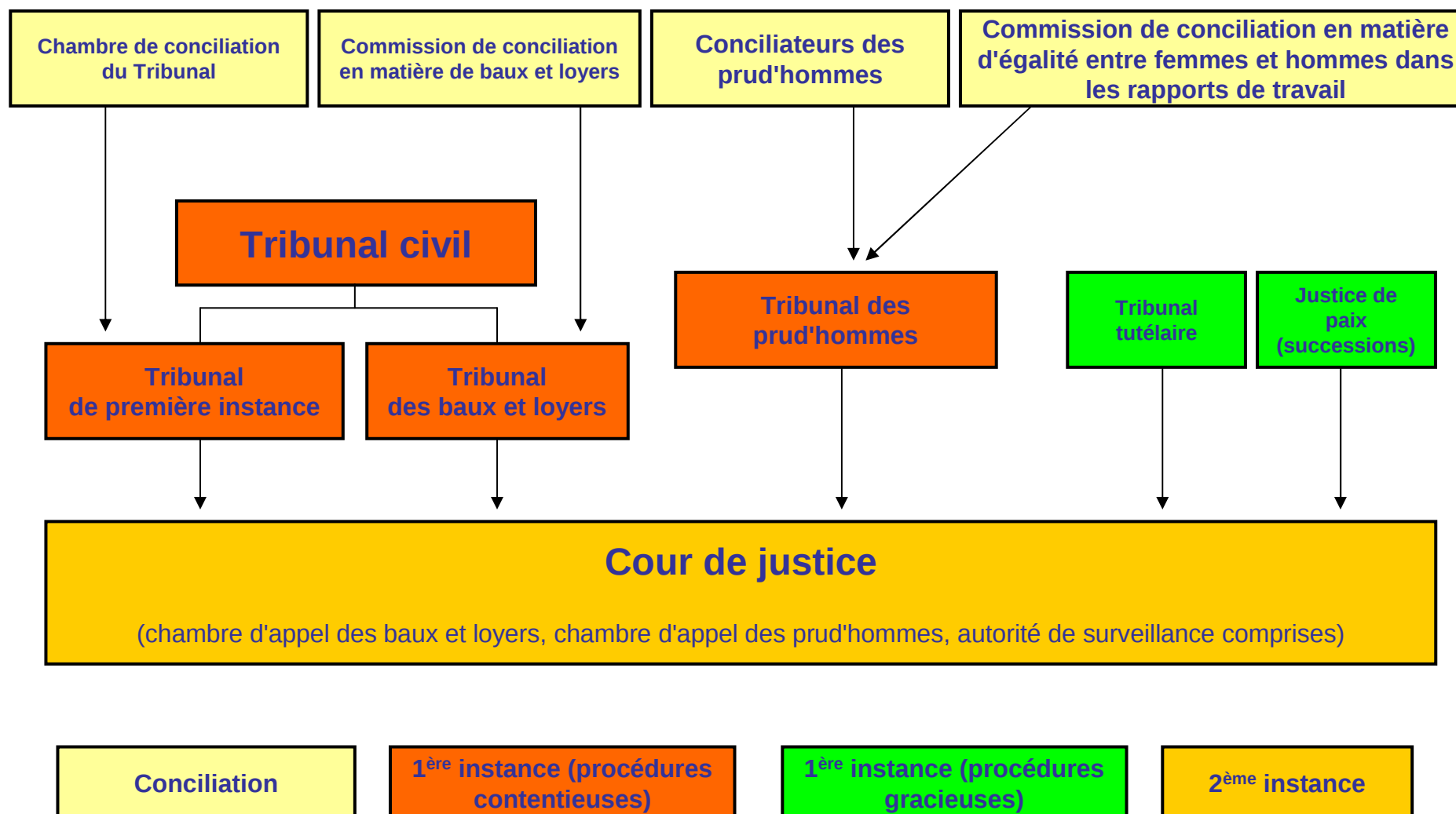
Les juridictions pénales en 2011 (PROJET)



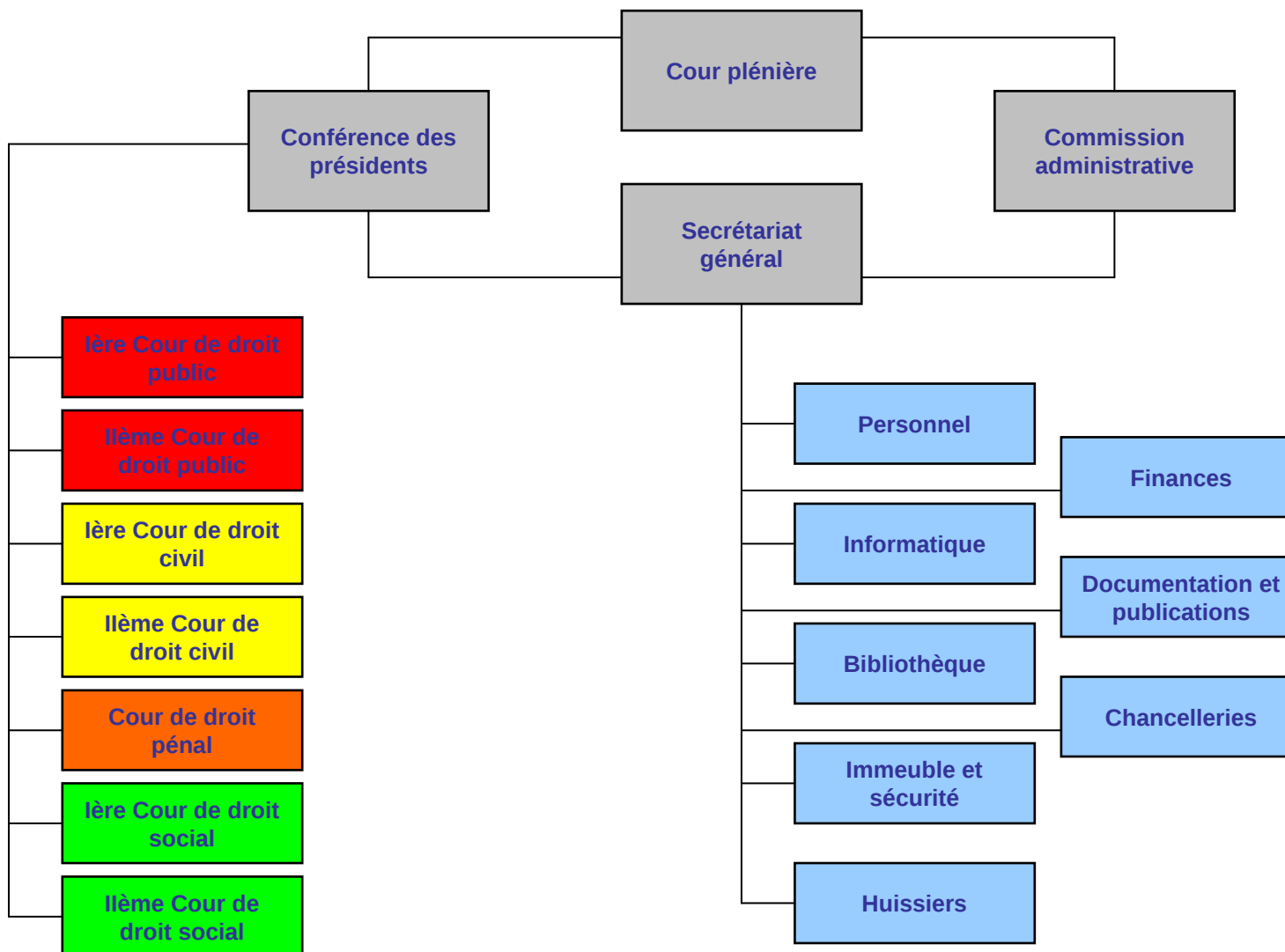
Les juridictions civiles en 2009



Les juridictions civiles en 2011(PROJET)



Le Tribunal fédéral



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

POUVOIR JUDICIAIRE

Journée judiciaire du Léman - 5 février 2009

05.02.2009 - Page 12

3. La magistrature à Genève

- **Mode de désignation**

- Les magistrats judiciaires sont éligibles par le peuple (art. 132 Cst/GE).
- La commission interpartis : composition, rôle, fonctionnement.

- **Les conditions d'éligibilité (art. 60 LOJ)**

- Être citoyen suisse
- Être âgé entre 25 et 65 ans (sauf exceptions)
- Avoir l'exercice des droits politiques à Genève
- Ne pas avoir été condamné, avoir fait faillite ou avoir fait l'objet d'actes de défaut de biens dans des conditions contraires à la probité ou à l'honneur
- Être titulaire d'une maîtrise universitaire en droit et d'un brevet d'avocat
- Avoir trois ans d'expérience utile à la charge

- **Cursus**

- **Les principales obligations du magistrat**

- **Découlant du serment (art. 73 LOJ)** : indépendance et impartialité, rigueur et assiduité, dignité et humanité
- **Secret de fonction (art. 102 LOJ)**

- **La surveillance des magistrats**

- **Le Conseil supérieur de la magistrature (art. 135 Cst/GE)** : supervise le fonctionnement des tribunaux, le respect du serment des magistrats et exerce le pouvoir disciplinaire.

Composition :

- Le Président de la Cour de justice : préside le CSM
 - Le Procureur général
 - 4 magistrats judiciaires ou anciens magistrats judiciaires élus par leurs pairs
 - 3 membres désignés par le Conseil d'État (exécutif cantonal) au vu de leurs mérites personnels
 - 2 avocats inscrits au Registre cantonal, élus par leurs pairs
- **La Cour d'appel de la magistrature** : composée de trois juges ayant exercé une activité professionnelle pendant 10 ans au moins après l'obtention du brevet d'avocat, ou ayant obtenu depuis 5 ans au moins le titre de professeur.